



Conseil économique et social

Distr. générale
6 mai 2008
Français
Original : anglais

Session de fond de 2008

New York, 30 juin-25 juillet 2008

Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

Coopération régionale

Aperçu de la situation économique et sociale en Afrique en 2008

Résumé

La récente crise des crédits hypothécaires aux États-Unis et les turbulences qui en ont résulté sur les marchés financiers dans le monde, s'ajoutant à la dépréciation du dollar, compromettent la croissance mondiale en 2008. La brutale contraction du crédit aura, selon les projections, un impact plus marqué qu'on ne le pensait en 2007 sur la croissance aux États-Unis d'Amérique et dans d'autres pays développés. Cela ralentira la croissance des exportations des pays en développement et des pays en transition, ce qui à son tour devrait ralentir la croissance dans ces pays. Malgré ce ralentissement, la croissance dans les pays en développement et dans les pays en transition devrait rester robuste, mais elle sera sans doute insuffisante pour annuler l'effet sur la croissance mondiale du ralentissement de la croissance dans les pays développés.

Ce ralentissement de la croissance dans le monde et le renchérissement du pétrole devraient avoir un impact défavorable sur la croissance de beaucoup de pays africains, en particulier les pays importateurs de pétrole et les pays sans littoral. Cependant, l'Afrique, dans son ensemble devrait connaître une croissance élevée en 2008. Pour entretenir cette forte croissance face aux problèmes mondiaux, l'Afrique doit mieux gérer les recettes de l'exportation de produits de base pour amortir de futurs chocs, augmenter l'investissement intérieur, promouvoir la diversification économique et mobiliser les ressources intérieures et extérieures pour résoudre les problèmes du financement du développement.

* E/2008/100.



La présente étude traite de l'évolution de l'économie mondiale en 2007 et de leurs conséquences probables sur les pays africains. L'étude se poursuit par un examen des résultats obtenus par les pays africains sur le plan macroéconomique et sur le plan sectoriel, et par des projections pour 2008. On y trouvera ensuite un examen des principales tendances du développement social, et en particulier de l'éducation, de la santé, de l'emploi des jeunes, de l'égalité des sexes et du vieillissement. L'étude s'achève par un examen de plusieurs importants problèmes économiques et sociaux qui doivent retenir d'urgence l'attention des équipes dirigeantes africaines et des milieux s'occupant du développement.

I. L'économie mondiale

1. En 2007, la croissance économique s'est ralentie à 3,7 %, contre 3,9 % en 2006¹. Les cours élevés du pétrole et d'autres produits intermédiaires, alors que les marchés financiers étaient assez agités, expliquent ce ralentissement. La récente crise des crédits hypothécaires explique que les taux de croissance aux États-Unis aient été moins élevés que prévu et que la demande d'importations se soit ralentie, ce qui a retenti sur la croissance d'autres pays industriels. Ces effets ont été en partie compensés par une croissance assez vive, entraînée par la demande intérieure, dans d'autres régions du monde.

2. À l'échelle mondiale, les taux de croissance ont été les plus élevés dans la Communauté des États indépendants et en Asie de l'Est, dépassant souvent 8 %. La croissance dans les pays en développement s'est très légèrement ralentie, de 7 % en 2006 à 6,9 % en 2007. Elle serait de l'ordre de 3,4 % en 2008.

3. Les déséquilibres des comptes des opérations courantes, dans le monde, sont importants mais ils se sont stabilisés en 2007. Le déficit des pays développés est resté constant en 2007 à 600 milliards de dollars environ, malgré les excédents importants obtenus par l'Allemagne et le Japon. Le déficit commercial des États-Unis a légèrement baissé, d'un record de 844 milliards de dollars en 2006 à 780 milliards de dollars en 2007, grâce à une augmentation des exportations. Pris ensemble, les pays exportateurs de pétrole ont un excédent de 500 milliards de dollars et la plupart des régions en développement ont également des excédents. Celui des pays asiatiques en développement a dépassé 200 milliards de dollars, et c'est la Chine qui y a contribué le plus. Les tendances actuelles devraient se poursuivre en 2008.

4. Malgré les niveaux très élevés des cours du pétrole, le taux d'inflation moyen, dans le monde, restait faible en 2007 (2,8 %, contre 2,9 % en 2006) en raison en partie des restrictions imposées à l'augmentation des salaires, d'une orientation restrictive de la politique économique dans les pays industriels et dans les pays en développement, et de l'offre abondante de produits manufacturés bon marché provenant de Chine. Cependant, la baisse du chômage, en particulier en Europe, et les cours élevés des produits de base accentuent le risque inflationniste.

5. Les prix des principaux produits de base exportés par l'Afrique, comme le café, le cacao, le coton et les bois tropicaux sont restés stables, malgré le récent essor des agrocarburants, qui s'est traduit par des augmentations appréciables des cours de certains produits agricoles, notamment le blé, le maïs et le sucre. L'augmentation rapide des échanges et des mouvements de capitaux Sud-Sud est une autre évolution importante d'une grande pertinence pour l'Afrique. L'investissement direct étranger en provenance de pays du sud a augmenté, passant de 5 % seulement des investissements directs étrangers dans le monde en 1990 à 17 % en 2005. Ces investissements vers l'Afrique augmentent en provenance d'Asie, en particulier de Chine, de l'Inde et des États du Golfe. En même temps, les investissements directs étrangers intérieurs à l'Afrique ont substantiellement

¹ Tous les chiffres relatifs à la croissance et aux prix utilisés dans la présente étude proviennent du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU (octobre 2007), à l'exception de ceux relatifs au Swaziland et aux Seychelles, pays pour lesquels on a retenu la base de données en ligne de *The Economist Intelligence Unit* (voir la liste des sources à la fin de l'étude).

augmenté en 2006, en provenance surtout de l'Afrique du Sud et des pays d'Afrique du Nord. Ces investissements directs sont concentrés dans les secteurs des ressources naturelles et des services.

6. L'intensification des liens avec l'Asie, sur le plan de l'aide, des échanges commerciaux et de l'investissement direct étranger, présente, pour l'Afrique, à la fois des avantages et des problèmes. Les exportations de l'Afrique vers la Chine ont plus que quadruplé entre 2000 et 2005 : ils ont atteint 19,5 milliards de dollars. La croissance dans les pays d'Asie élargit les marchés d'exportation de l'Afrique et ouvre de nouvelles possibilités de création d'emplois dans les entreprises locales ou étrangères. Cependant, les entreprises manufacturières africaines risquent de perdre des marchés locaux si elles ne peuvent supporter la concurrence des importations venant d'Asie.

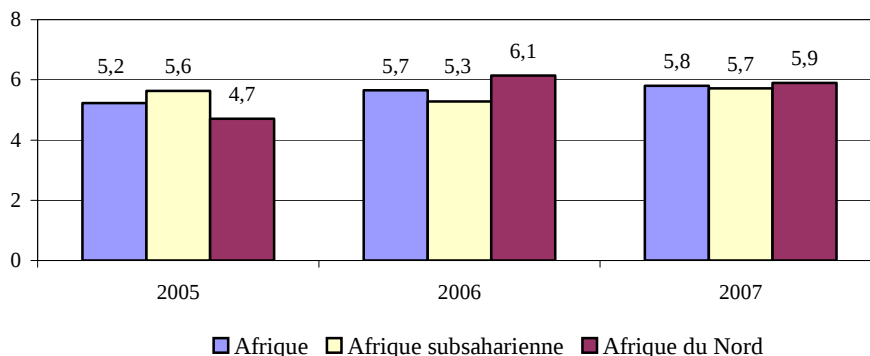
II. La croissance économique en Afrique

A. Le taux de croissance économique a un peu augmenté en 2007

7. Ces dernières années, la croissance économique, assez forte, s'est légèrement accélérée en Afrique : elle est passée de 5,2 % en 2005 à 5,7 % en 2006 et 5,8 % en 2007 (fig. 1). Comme les années précédentes, ces résultats s'expliquent en grande partie par une robuste demande mondiale et par les cours élevés des produits de base. Plusieurs autres facteurs expliquent l'élan acquis par la croissance en Afrique : la consolidation de la stabilité économique et l'amélioration de la conduite de l'économie, une volonté plus affirmée de procéder à des réformes économiques, l'augmentation de la production pétrolière dans plusieurs pays, l'augmentation des apports de capitaux privés, l'allègement de la dette et la hausse des exportations autres que les combustibles. On a vu également diminuer le nombre des conflits politiques et des guerres en Afrique, en particulier en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, même si la paix demeure fragile dans certaines parties du continent africain.

8. Les exportations de marchandises et services ont augmenté de 15,2 % en valeur en 2007 et les importations de 13,2 % (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, octobre 2007a). Des réformes aussi bien à caractère macroéconomique que microéconomique ont amélioré, de façon générale, le climat des affaires et des investissements. L'augmentation de l'aide et l'allègement de la dette ont aidé à attirer en Afrique des capitaux privés dont le volume net, assez élevé, a pourtant légèrement diminué au cours des trois dernières années (29 milliards de dollars en 2005, 25 milliards de dollars en 2006 et 22 milliards de dollars en 2007). Parmi d'autres facteurs, la stabilité macroéconomique a contribué à une augmentation du taux d'épargne intérieure, passé de 25,3 % en 2006 à 26,3 % en 2007 (voir Fonds monétaire international, 2007a).

Figure 1
Croissance du PIB réel en Afrique, 2005-2007 (en pourcentage)



Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, octobre 2007.

9. Ces améliorations doivent être élargies, approfondies et soutenues pour que l'Afrique accélère sa croissance et la maintienne à un niveau élevé au-delà de la flambée actuelle des cours des produits de base. L'Afrique doit également veiller à la qualité de la croissance, afin que celle-ci soit équitable, crée des emplois convenables et aide à réduire la pauvreté et à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Or, le taux de croissance du revenu par habitant enregistré (0,3 % entre 1990 et 2002 et 3 % entre 2003 et 2007) est insuffisant pour que l'Afrique fasse des progrès appréciables vers la réalisation des OMD. L'accélération et le maintien d'une croissance élevée en Afrique dépend en effet de façon décisive de la diversification des facteurs de croissance et de la mobilisation des ressources financières intérieures et extérieures de façon à augmenter la demande intérieure en général, et la demande d'investissement en particulier.

B. Grande dispersion des taux de croissance

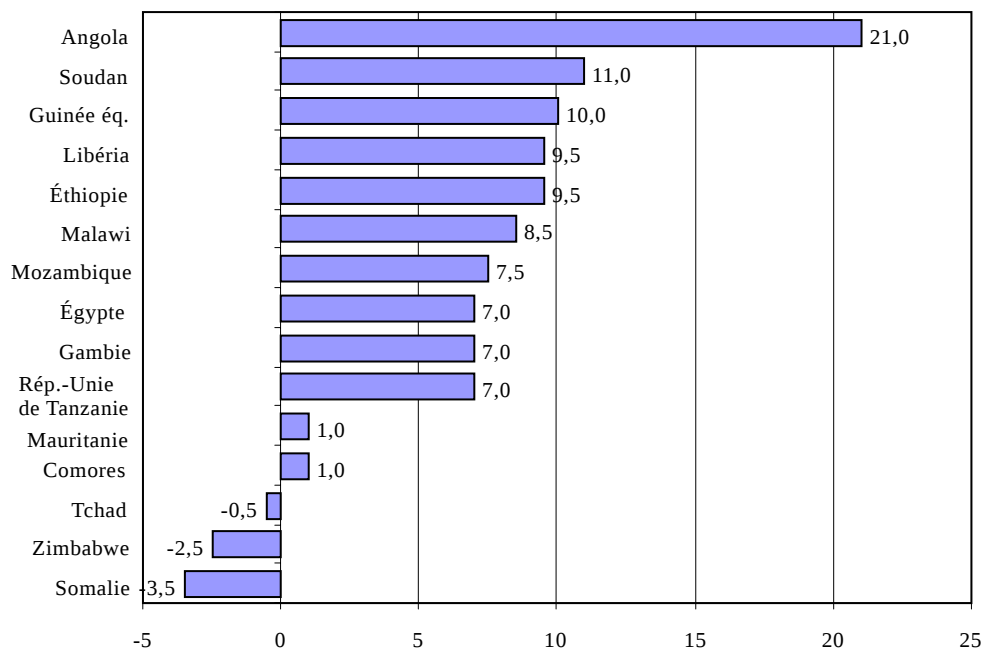
10. La vulnérabilité aux fluctuations des cours sur les marchés des produits de base et l'influence de l'instabilité politique apparaissent de façon manifeste quand on examine la liste des premiers et des derniers pays au palmarès de la croissance en 2007 (voir fig. 2). Six des 10 premiers à ce palmarès sont des pays producteurs de pétrole ou riches en ressources minérales (Angola, Soudan, Égypte, Guinée équatoriale, Mozambique et République-Unie de Tanzanie), tandis qu'un pays (Libéria) poursuit son relèvement après un conflit. La structure des autres économies obtenant les meilleurs résultats présente une prépondérance de l'agriculture (Éthiopie et Malawi) ou des services (Gambie).

11. En dehors de l'Égypte, les pays qui obtiennent les meilleurs résultats sur le plan de la croissance ont pourtant une économie extrêmement peu diversifiée, la production manufacturière et les exportations de produits manufacturés étant faibles, alors que par ailleurs les conditions du maintien de la croissance ne sont pas réunies. Il est intéressant de constater que les cinq pays obtenant les plus mauvais résultats ont ces mêmes caractéristiques. La Mauritanie et le Tchad sont riches en pétrole et

le Zimbabwe est riche en produits minéraux. Mais la Somalie et le Zimbabwe sont victimes de l'instabilité politique qui compromet la croissance économique. Le Tchad, la Mauritanie et les Comores sont aux prises avec la diminution de leur production et de leurs exportations de produits de base, situation qui témoigne de la nécessité urgente de diversifier l'économie dans le continent africain.

Figure 2

Les 10 premiers et les 5 derniers au palmarès de la croissance économique en Afrique en 2007 (taux de croissance annuel)

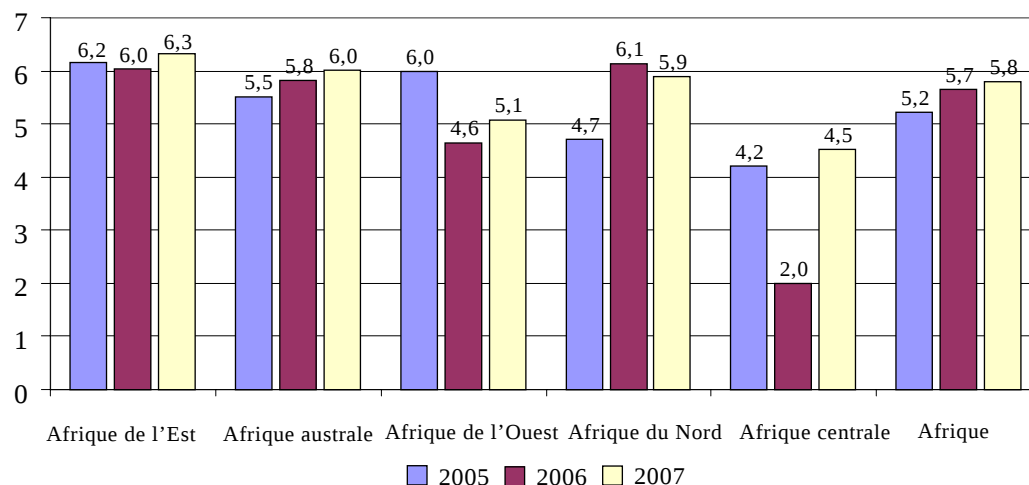


Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, octobre 2007a.

C. Disparités appréciables des résultats selon les sous-régions

12. La croissance s'est légèrement ralentie en Afrique du Nord, mais toutes les autres régions du continent africain ont obtenu des taux plus élevés en 2007 qu'en 2006 (fig. 3). La croissance économique est donc largement partagée entre les différentes régions du continent. L'Afrique de l'Est, qui ne produit pas de pétrole et dont les exportations minérales sont limitées, a pourtant continué à avoir de bons résultats, tandis que l'Afrique centrale est restée à la traîne en 2007.

Figure 3
**La croissance économique dans les sous-régions du continent africain,
 2005-2007 (pourcentage)**



Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, octobre 2007a.

13. La vigueur de la demande de produits de base et les cours durablement élevés de ces produits, une pluviométrie favorable et une accélération de la croissance dans l'agriculture ont dopé l'activité économique dans l'industrie et les services et expliquent des taux de croissance assez élevés dans la plupart des pays de l'Afrique de l'Est. L'Éthiopie est la première à cet égard dans la région, avec un taux de croissance réelle du produit intérieur brut de 9,5 % en 2007; viennent ensuite la République-Unie de Tanzanie (7 %), la République démocratique du Congo (6,5 %), Madagascar (6,4 %), le Kenya (6,1 %) et l'Ouganda (6 %) et, enfin, les Seychelles (5,8 %). Parmi les autres facteurs de croissance dans cette sous-région, il faut mentionner la part accrue des dépenses publiques consacrées à l'équipement, les politiques visant à encourager le développement du secteur privé et l'investissement dans le secteur manufacturier, ainsi que l'augmentation de l'investissement direct étranger et des recettes du secteur du tourisme.

14. En République démocratique du Congo, la fin des combats a stimulé l'activité dans le secteur agricole, et donc la croissance; au Kenya la croissance a touché la plupart des secteurs économiques. Les trois pays de la région qui obtiennent les plus mauvais résultats sont aux prises avec les mêmes difficultés, qui ralentissaient leur croissance, que durant les années précédentes : la guerre civile en Somalie (-3,5 %), l'instabilité politique et la pesanteur des contrôles économiques de l'État en Érythrée (2 %) et, aux Comores, la faiblesse des cours de la vanille à l'exportation et des recettes touristiques (1 %). En dépit de ces progrès, la croissance de l'Afrique de l'Est demeure entravée par l'insuffisance de l'infrastructure, en particulier du réseau routier et du réseau de distribution d'électricité, ce qui alourdit les coûts de production et compromet la compétitivité internationale.

15. En Afrique australe, c'est l'Angola qui obtient les meilleurs taux de croissance du PIB réel (21 % en 2007) grâce à l'augmentation de la production pétrolière. Les facteurs qui animent la croissance dans d'autres pays de la région sont notamment les meilleurs résultats obtenus dans l'agriculture, le secteur minier et le tourisme, et l'expansion de l'activité manufacturière et de la construction. Le Malawi a conservé un taux de croissance élevé, de 8,5 % en 2007, grâce à la reprise prolongée de la production agricole; la stabilité macroéconomique et la poursuite de l'aide ont aidé le Mozambique à maintenir un taux de croissance élevé (7,5 % en 2007). En Afrique du Sud, les résultats restent robustes (4,8 % de croissance), grâce à l'expansion dans le secteur minier et celui de la construction et à l'augmentation de l'investissement des entreprises. En Afrique australe, ce sont le Zimbabwe et le Swaziland qui continuent à enregistrer les plus mauvais résultats du fait de l'instabilité politique au Zimbabwe et des effets de la sécheresse et de la baisse de la production du secteur textile au Swaziland.

16. Comme les années précédentes, en Afrique du Nord, la croissance est demeurée élevée (5,9 % en 2007) grâce à l'augmentation des cours du pétrole et de la production pétrolière et gazière. Les autres facteurs de croissance sont l'augmentation des investissements directs étrangers (vers le Soudan, par exemple) et des investissements publics (Algérie et Jamahiriya arabe libyenne). Le Soudan a enregistré un taux de croissance record en 2007 (11 %); viennent ensuite l'Égypte (7 %) et la Tunisie (6 %). Les réformes de l'économie, qui ont stimulé l'investissement intérieur, et la relance du secteur touristique expliquent le taux de croissance obtenu par l'Égypte, tandis que la croissance en Tunisie a profité de l'expansion dans le secteur de l'industrie et dans celui des services, qui accélère la diversification de l'économie. Le taux de croissance réelle du PIB a fortement baissé au Maroc (de 7,9 % en 2006 à 3 % en 2007) en raison du mauvais temps et de la baisse de la production agricole; en Mauritanie, la chute de la croissance (de 11,4 % en 2006 à 1 % en 2007) est due à la baisse de la production pétrolière, qui s'explique par des problèmes techniques dans le gisement pétrolier de Chinguetti.

17. La croissance économique s'est accélérée au Sénégal et en Guinée-Bissau entre 2006 et 2007; la vive reprise constatée au Libéria et en Sierra Leone explique que le taux de croissance du PIB en Afrique de l'Ouest, cette année, ait été de 5,1 %, contre 4,6 % en 2006. La région a également profité d'une bonne pluviométrie et des bons résultats du secteur agricole, ainsi que du cours élevé des produits de base, en dépit de l'effet négatif du renchérissement de l'énergie sur les pays importateurs de pétrole. En effet, la Côte d'Ivoire et la Guinée sont les deux pays de la région où le taux de croissance a été le plus faible en 2007, à 2 % et 1,5 % respectivement. L'instabilité politique, le très mauvais état de l'infrastructure et la fragilité des institutions économiques ont retenti sur l'investissement et la production en Côte d'Ivoire, en particulier dans le secteur du cacao et celui du pétrole. En dehors de l'instabilité politique, en Guinée, la faiblesse de la croissance s'explique par les mauvais résultats de l'agriculture, le mauvais état de l'infrastructure et la lourdeur de la facture pétrolière.

18. En Afrique centrale, le taux de croissance réelle du PIB est passé de 2 % en 2006 à 4,5 % en 2007, mais cette sous-région obtient de moins bons résultats que les autres. L'augmentation de la production et des recettes pétrolières et gazières a stimulé l'activité dans les autres secteurs, portant le taux de croissance à 10 % en Guinée équatoriale et à 4,9 % au Gabon en 2007. En raison de la baisse de la production pétrolière, en République démocratique du Congo, la croissance s'est

ralentie de 6,1 % en 2006 à 4 % en 2007, et, au Tchad elle a chuté de 0,5 % à -0,5 %. Cela montre assez combien la diversification de l'économie est importante dans ces pays encore trop fortement dépendants du secteur minier pour accélérer et maintenir la croissance économique.

19. L'expansion des services liés à l'exploitation du pétrole et la poursuite du boom dans le secteur du bâtiment et celui du tourisme expliquent les très bons résultats obtenus par Sao Tomé-et-Principe (6,5 %); au Cameroun, la médiocrité des conditions de l'activité économique a fortement compromis la croissance. L'instabilité politique a continué à décourager l'investissement et à compromettre la fourniture des services publics essentiels en République centrafricaine. En dehors des problèmes de sécurité, l'obtention d'une croissance économique forte et soutenue en Afrique centrale exige d'importants investissements d'équipement pour amener le secteur privé à accroître son activité et à diversifier l'économie.

III. Les déséquilibres macroéconomiques s'aggravent dans les pays africains pauvres en ressources naturelles

A. L'équilibre budgétaire reste un problème pour les pays importateurs de pétrole

20. En moyenne, l'Afrique a maintenu un excédent budgétaire global, légèrement inférieur en 2007 (2,4 % du PIB) à ce qu'il était en 2006 (2,8 %). Seuls 15 des 42 pays africains pour lesquels il existe des données avaient un excédent budgétaire en 2007. Si plus de 60 % des pays exportateurs de pétrole avaient des excédents budgétaires, 76 % des importateurs de pétrole avaient au contraire des déficits budgétaires. En fait, les cours élevés du pétrole ont compromis l'équilibre budgétaire des pays africains importateurs de pétrole, dont 93 % ont enregistré un déficit budgétaire entre 1998 et 2007 (tableau 1).

Tableau 1
Distribution des déficits budgétaires des pays africains, selon qu'ils ont ou non des ressources minérales, 1998-2007 (nombre de pays)

	<i>Pays pétroliers</i>	<i>Pays non pétroliers</i>	<i>Pays riches en ressources minérales</i>	<i>Pays pauvres en ressources minérales</i>
Pays ayant un excédent budgétaire	7	2	1	1
Moins de 5 %	2	2	1	1
Entre 5 % et 10 %	3	—	—	—
Plus de 10 %	2	—	—	—
Pays ayant un déficit budgétaire	6	27	9	18
Moins de 5 %	5	18	6	12
5 % à 10 %	1	7	2	5
Plus de 10 %	—	2	1	1
Nombre total de pays	13	29	10	19

Source : The Economist Intelligence Unit (EIU), octobre 2007.

Notes : Seuls 42 pays sont retenus ici faute de données. Les 11 pays exclus sont les suivants : Comores, Djibouti, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sierra Leone et Somalie.

21. En 2007, les 10 pays africains ayant l'excédent budgétaire le plus élevé sont des pays pétroliers ou riches en ressources minérales ou les deux à la fois. Les pays où le déficit budgétaire est le plus lourd sont surtout les pays exposés à des chocs internes répétés (insuffisance de la pluviométrie, conflits politiques, par exemple) ou à des chocs extérieurs (état des marchés des produits agricoles). Ces pays (qui sont l'Érythrée, le Ghana, la Guinée, le Malawi, Sao Tomé-et-Principe et le Zimbabwe) n'ont pas réalisé leur diversification économique comme il faudrait, ce qui les empêche d'absorber l'impact des chocs extérieurs sur leur équilibre budgétaire.

22. Si la plupart des pays africains importateurs de pétrole ont enregistré, au cours des 10 dernières années, des déficits budgétaires, ces déficits ont en moyenne représenté une faible part du PIB, car la politique budgétaire suivie était prudente. La gestion budgétaire a cherché en effet à éliminer ou à réduire les subventions sur les combustibles, à privatiser largement les entreprises publiques et à réduire la consommation de pétrole des administrations publiques. En même temps, beaucoup de pays ont pu augmenter les recettes fiscales grâce à la croissance du PIB et à des réformes de la fiscalité, notamment l'introduction de la TVA (taxe à la valeur ajoutée) et d'autres moyens d'améliorer l'efficacité de l'administration fiscale. Cependant, la compression des dépenses publiques a entraîné une diminution des dépenses consacrées aux services publics indispensables et retardé la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. La plupart des pays africains ne consacrent que de 3 à 4 % de leur PIB à la santé publique et à l'éducation, beaucoup moins que les proportions habituellement préconisées de 20 % des dépenses publiques consacrées à l'éducation et de 15 % consacrées à la santé publique (Banque mondiale, FMI, 2005; CEA 2007a). Dans certains pays, les compressions budgétaires ont également affecté les dépenses d'équipement, ce qui se traduit par un ralentissement de la construction d'ouvrages publiques et par un entretien médiocre des équipements existants. Cela compromet l'investissement privé et l'utilisation des capacités productives.

23. Face au renchérissement du pétrole, l'équilibre budgétaire est une préoccupation majeure de beaucoup de gouvernements, qui dépendent largement de l'aide des donateurs (CEA, 2007b). Il est important que les donateurs et les spécialistes du développement international au sens large accroissent l'aide financière, de préférence sous la forme de subventions et d'un allègement de la dette en faveur des pays africains importateurs de pétrole pour que ceux-ci puissent préserver l'équilibre de leur budget. Les augmentations récentes des apports d'aide à l'Afrique tiennent pour une large part à la volonté d'alléger la dette d'un petit nombre de pays, et d'autre part les investissements directs étrangers se concentrent dans les pays riches en ressources naturelles. De ce fait, les donateurs doivent non seulement honorer leurs engagements, mais également accroître la quantité de l'aide fournie et améliorer sa qualité.

B. Les pressions inflationnistes s'intensifient dans beaucoup de pays africains

24. Dans l'ensemble, l'inflation reste modérée en Afrique (6,3 % en 2007) mais les pressions inflationnistes s'intensifient en particulier dans les pays africains importateurs de pétrole en raison du renchérissement du brut. Environ 60 % des pays africains ont en 2007 enregistré un taux d'inflation égal ou supérieur à 5 %, cette proportion étant de 52 % en 2006 (tableau 2). En 2007, ce pourcentage était de 54 % des pays exportateurs de pétrole et 65 % des pays importateurs de pétrole. Alors que les cours élevés du pétrole alourdissent les coûts de production des pays importateurs de pétrole, ce qui entraîne des hausses de prix, l'augmentation des recettes pétrolières alimente la demande intérieure et entraîne aussi des hausses de prix dans les pays exportateurs de pétrole, par exemple, l'Angola (12,6 %) et le Soudan (9 %). La hausse des prix porte d'abord sur les articles de première nécessité, de sorte que des taux d'inflation très élevés dans des pays comme le Zimbabwe (6 840 %), la Guinée (24 %) et l'Érythrée (23,5 %) ont un effet très préoccupant sur les pauvres, qui ne disposent d'aucun filet de sécurité adéquat.

25. En même temps, les gouvernements suivent de préférence des politiques budgétaires et monétaires plus rigoureuses, et laissent parfois leur monnaie s'apprécier pour éviter l'accélération de l'inflation, même au prix d'une croissance moins forte. L'effet potentiellement négatif sur la croissance de ces politiques fait que la conduite de l'économie est de plus en plus difficile et coûteuse dans les pays importateurs de pétrole.

Tableau 2

Les taux d'inflation en Afrique, 2007 (nombre de pays)

Intervalle	Afrique	Pays pétroliers	Pays non pétroliers	Pays riches en ressources minérales	Pays pauvres en ressources minérales
Moins de 5 %	21	7	14	3	18
Entre 5 et 9,9 %	20	5	15	8	12
Entre 10 et 19,9 %	9	1	8	3	6
20 % et plus	3	0	3	2	1
Nombre total de pays	53	13	40	16	37

Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, octobre 2007a.

26. Les pays exportateurs de pétrole doivent suivre des politiques visant à éviter la surchauffe économique. Pour cela, ils doivent affecter une proportion appréciable des recettes pétrolières au financement de l'investissement fixe intérieur. Cela les aidera à créer une capacité productive au lieu d'augmenter directement la consommation publique et la consommation privée, ce qui entraîne un excès de demande quand l'économie n'a pas les moyens de réagir. Ces gouvernements doivent également envisager d'affecter une part adéquate des recettes publiques à la stabilisation, ainsi qu'au bien-être des générations futures.

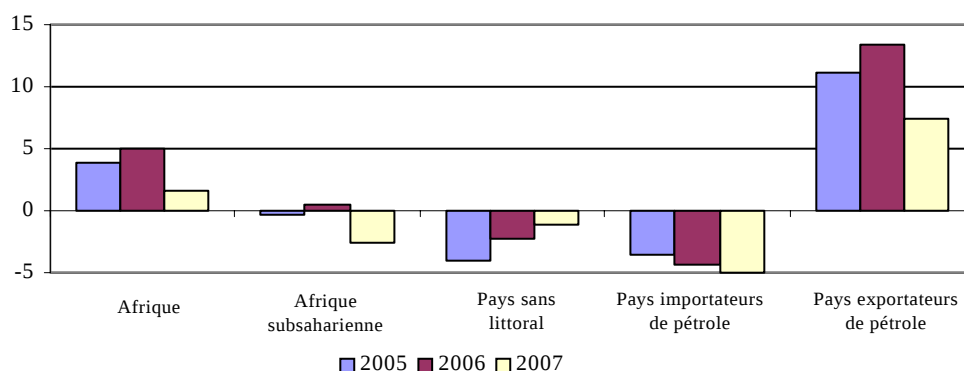
IV. L'équilibre extérieur préoccupe les pays africains importateurs de pétrole

A. Balance des paiements

27. L'excédent du compte des opérations courantes pour l'ensemble de l'Afrique a diminué de 5 % du PIB total en 2006 à 1,7 % en 2007 (fig. 4). Cette diminution s'explique par l'alourdissement des déficits des opérations courantes des pays importateurs de pétrole (de -4,4 % du PIB à -5 % en 2007). En même temps, les pays exportateurs de pétrole ont continué à obtenir des excédents courants élevés (7,5 % en 2007). Cela signifie qu'en valeur absolue les excédents commerciaux des pays exportateurs de pétrole dépassent les déficits commerciaux des pays importateurs. En raison des coûts élevés des transports et de la faible compétitivité internationale, les pays africains sans littoral ont généralement un déficit courant plus lourd que les autres pays africains. Cependant, ces déficits ont diminué en 2007 grâce à l'augmentation de l'aide, principalement sous forme d'un allègement de la dette.

28. L'équilibre des opérations courantes des pays africains importateurs de pétrole est un problème qui comporte des risques pour la stabilité macroéconomique et les perspectives de croissance en particulier dans les pays sans littoral. La rationalisation de la consommation de pétrole et le développement d'autres sources d'énergie, par exemple l'énergie hydroélectrique, serait un moyen grâce auquel les pays africains importateurs de pétrole pourraient réduire leur facture pétrolière. À court terme, les pays importateurs de pétrole ont besoin d'une aide extérieure pour couvrir leurs dépenses tout en réduisant au minimum l'instabilité macroéconomique. Les stratégies à moyen et à long terme doivent viser l'investissement d'équipement, la création de capacités productives, la diversification des exportations et la promotion de la compétitivité internationale.

Figure 4
Équilibre des opérations courantes en Afrique, par catégorie, 2005-2007
(en pourcentage du produit intérieur brut)



Source : Fonds monétaire international, base de données sur les perspectives économiques mondiales, octobre 2007.

Note : Faute de données, la Somalie a été exclue.

B. L'appréciation de la monnaie compromet la compétitivité internationale

29. Comme l'euro, le franc CFA a vu sa valeur notablement augmenter par rapport à celle du dollar des États-Unis en termes réels. De ce fait, les exportations de la zone franc CFA perdent de leur compétitivité en dehors de la zone euro. La plupart des autres monnaies africaines ont également continué à s'apprécier par rapport au dollar des États-Unis en 2007. Comme la plus grande partie des exportations africaines sont libellées en dollars et que les prix à l'exportation sont restés assez stables, l'appréciation de la monnaie, outre qu'elle décourage les importations en provenance d'Afrique, implique une baisse de la rentabilité des activités d'exportation dans les pays africains. Cette appréciation diminue le prix des importations sur les marchés intérieurs et décourage les exportations, ce qui exerce une double pression sur la balance des opérations courantes. Cela a bien été le cas dans la plupart des pays riches en produits de base, et cela a eu des répercussions sur la diversification de l'économie et la création d'emplois.

30. Si l'on s'intéresse au taux de change effectif réel, on constate que 23 des 36 pays africains pour lesquels on dispose de données ont connu une appréciation de leur monnaie entre 2002 et 2007². Cependant, trois pays seulement ont vu leur monnaie s'apprécier de plus de 10 % par an en moyenne, et aucun des pays étudiés n'a subi une dépréciation de son taux de change effectif réel de plus de 10 % par an. Le Zimbabwe, l'Angola, la Zambie, le Soudan et l'Afrique du Sud sont les cinq pays africains où entre 2002 et 2007 l'appréciation du taux de change effectif réel a été le plus prononcée, tandis que les Seychelles, le Malawi, la République-Unie de Tanzanie, Madagascar et la Jamahiriya arabe libyenne ont été les cinq pays où la dépréciation du taux de change effectif réel a été la plus marquée. L'augmentation des prix intérieurs est la principale cause de l'appréciation du taux de change effectif réel dans des pays tels que le Zimbabwe, où le taux de change nominal a très fortement diminué³. Réciproquement dans des pays comme la Jamahiriya arabe libyenne, le taux de change effectif réel s'est déprécié en dépit de l'appréciation du taux de change nominal. Ce pays a maintenu des prix intérieurs peu élevés par rapport aux prix des marchandises importées, et a connu entre 2000 et 2004 une période de déflation.

31. En dehors des recettes d'exportation de produits de base, l'appréciation du taux de change effectif réel dans certains pays africains est le résultat d'une augmentation des dépenses, de l'aide et des autres entrées de capitaux, des transferts de fonds et des recettes touristiques. Soixante-dix pour cent des pays exportateurs de pétrole ont ainsi connu une appréciation de leur taux de change effectif réel. C'est ce que l'on appelle le « mal néerlandais », et pour y remédier, les pays riches en produits de base en particulier, doivent coordonner étroitement leur politique monétaire et leur politique budgétaire, accroître la productivité et améliorer l'offre dans leur économie, en utilisant les recettes d'exportation pour financer des travaux

² Le taux de change effectif réel est défini comme le rapport entre le niveau des prix intérieurs et le niveau des prix étrangers (en dollars des États-Unis) multiplié par le taux de change nominal, exprimé par le nombre d'unités monétaires nationales pour un dollar des États-Unis (moyenne sur la période). Ainsi, le taux de change effectif réel représente la quantité de marchandises étrangères pouvant être acquise avec une unité d'une marchandise intérieure.

³ Le dollar zimbabwéen par exemple s'est déprécié, son taux de change passant de 162 par dollar des États-Unis en 2006 à 250 en 2007.

publics d'équipement, ce qui facilitera le développement du secteur privé (voir FMI, 2007b).

32. La question de la gestion des recettes pétrolières est d'importance critique étant donné que la plupart des pays riches en ressources naturelles accumulent de vastes quantités de devises, ce qui est le résultat des excédents de la balance des opérations courantes et des entrées de capitaux dues à l'investissement direct étranger ou à l'aide publique au développement (APD)⁴. En moyenne, ces réserves de devises ont représenté plus de 29 % du PIB de l'Afrique en 2006-2007. La plupart des pays africains ont des réserves suffisantes; dans six pays seulement sur les 48, pour lesquels on dispose de données entre 1998 et 2005, le rapport des réserves à l'endettement à court terme était inférieur à l'unité. Les réserves accumulées risquent d'entraîner un excès de liquidités et il faut donc prévoir des mesures de stérilisation monétaire pour éviter une flambée des prix ou une surchauffe de l'économie. Une coordination étroite de la politique budgétaire et de la politique monétaire est donc essentielle pour permettre aux gouvernements de gérer au mieux leurs réserves de devises et éviter une instabilité néfaste des taux de change, de l'inflation et de la croissance de la production (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, 2007b).

C. L'Afrique doit réduire son endettement extérieur et trouver des ressources non génératrices d'un nouvel endettement

33. L'analyse du niveau et de la qualité de la croissance et des contraintes de financement montre qu'il est impératif que le continent africain réduise son endettement extérieur et mobilise mieux qu'il ne le fait ses ressources intérieures et extérieures. En dépit de plusieurs initiatives d'allègement de la dette, la dette extérieure de l'Afrique reste élevée, au niveau inchangé, de 255 milliards de dollars en 2006 et 2007. L'endettement à long terme représente environ 94 % de l'endettement total en 2007. Cependant, alors que, grâce à l'initiative d'allègement de la dette, la dette officielle a considérablement diminué, passant de 205,7 milliards de dollars en 1999 à 144,5 milliards de dollars en 2007, la dette due à des banques commerciales et à d'autres créanciers privés est passée de 92,4 milliards de dollars en 1999 à 110,2 milliards de dollars en 2007.

34. L'amélioration des résultats économiques obtenus par l'Afrique au cours des cinq dernières années est associée à une augmentation appréciable de l'épargne intérieure et des taux d'investissement. Pour l'ensemble du continent, le coefficient d'épargne est passé de 19 % du PIB en 1998-2001 à 22 % en 2002-2005 puis à 26 % en 2007, tandis que l'investissement intérieur passait de 19,7 % à 20,1 % puis à 22,1 % pendant les mêmes périodes.

35. Néanmoins, la mobilisation des ressources intérieures reste trop faible pour que l'Afrique puisse financer les investissements nécessaires à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et les pays africains continueront donc à dépendre des apports de capitaux extérieurs (principalement l'APD,

⁴ Le classement des pays en fonction du rapport de leurs réserves de devises au PIB montre que des réserves élevées sont surtout le résultat des recettes d'exportation des produits de base et des entrées de capitaux privés, et qu'aucun des 10 pays où les réserves sont les plus abondantes n'est un pays qui reçoit une aide extérieure importante.

l'investissement direct étranger et les transferts de fonds des travailleurs migrants) pour combler le déficit de ressources dans l'avenir proche (Commission économique pour l'Afrique, 2008). Alors que les investissements directs étrangers s'orientent principalement vers les pays riches en ressources naturelles pour financer l'investissement dans l'industrie minière, l'APD va plutôt vers des pays non pétroliers (tableau 3). Les transferts de fonds des travailleurs migrants représentent à peu près l'équivalent de l'investissement direct étranger. La communauté internationale est invitée à honorer les engagements qu'elle a pris d'augmenter l'aide à l'Afrique, au titre de diverses initiatives, notamment l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale. En même temps, les gouvernements africains devraient s'assurer que l'aide extérieure est utilisée pour créer des capacités productives et fournir les services publics nécessaires pour réduire la pauvreté et accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Tableau 3

Apports de capitaux extérieurs, épargne intérieure et investissement, 1998-2005^a (moyenne)

Indicateurs	Pays pétroliers	Pays non pétroliers	Afrique, subsaharienne	Afrique
APD et autre aide officielle (milliards de dollars É.U.)	6,9	16,0	19,4	22,9
Investissements directs étrangers, apports nets (milliards de dollars É.U.) ^b	11,1	5,5	9,2	16,7
Transferts de fonds des travailleurs migrants et rémunérations reçues (milliards de dollars É.U.) ^c	8,4	6,0	4,7	14,4
Formation brute de capital fixe (en pourcentage du PIB) ^d	22,2	19,1	18,8	20,6
Épargne intérieure brute (en pourcentage du PIB) ^e	26,7	15,6	19,2	20,9
Dette extérieure (en pourcentage du PIB) ^f	53,2	45,7	51,0	49,3
Dette extérieure (en pourcentage des exportations) ^g	150,2	162,5	153,8	155,8

Sources : World Development Indicators, 2007; base de données sur les perspectives économiques mondiales du FMI, octobre 2007; OCDE (base de données en ligne, octobre 2007 et février 2008).

^a Les données relatives à l'investissement direct étranger et à l'aide publique au développement concernent la période 1998-2006. Les autres indicateurs concernent la période 1998-2005.

^b Faute de données, les pays suivants ont été exclus : Jamahiriya arabe libyenne et Namibie.

^c Faute de données, les pays suivants ont été exclus : Angola, Djibouti, Érythrée, Guinée équatoriale, Libéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Seychelles, Somalie, Tchad, Zambie et Zimbabwe.

^d Faute de données, les pays suivants ont été exclus : Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Libéria, République centrafricaine et Somalie.

^e Faute de données, les pays suivants ont été exclus : Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Libéria, République centrafricaine et Somalie.

^f Faute de données, les pays suivants ont été exclus : Jamahiriya arabe libyenne, Namibie et Somalie.

^g Faute de données, les pays suivants ont été exclus : Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Namibie et Somalie.

V. Le développement social en Afrique

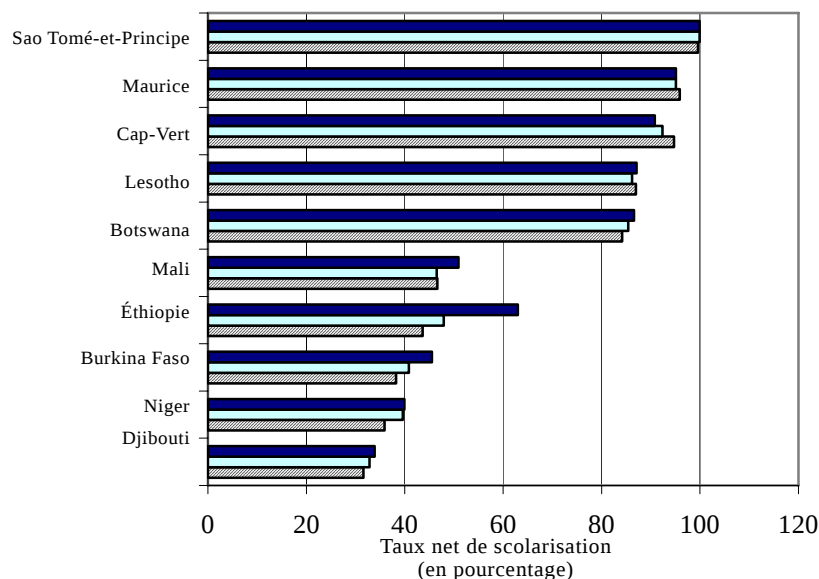
36. Malgré une croissance économique assez élevée en Afrique, le développement social demeure lent; la présente section traite de divers aspects essentiels du développement social en Afrique en 2007. L'examen que l'on trouvera ici repose sur les données les plus récentes et porte en particulier sur l'éducation, la santé publique, le chômage des jeunes, l'égalité entre les sexes et le vieillissement.

A. Éducation⁵

37. La qualité du système d'enseignement est déterminante si l'on veut que, par l'acquisition des connaissances, les Africains voient leurs choix s'élargir et puissent vivre en meilleure santé et plus longtemps. À ce sujet, il est encourageant que les taux moyens nets de scolarisation dans l'enseignement primaire, en Afrique subsaharienne, aient augmenté; ils sont passés de 64 % en 2004 à 70 % en 2005. Cette tendance laisse augurer un scénario plus optimiste de progrès dans la réalisation de l'objectif n° 2 des objectifs du Millénaire pour le développement, celui qui est relatif à l'enseignement primaire pour tous (fig. 5). L'augmentation de ce taux de scolarisation dans l'enseignement primaire est compatible avec une diminution du nombre d'enfants non scolarisés, qui a diminué de 43 millions de dollars en 1999 à 30 millions en 2005.

⁵ Pour les données relatives à l'enseignement, on consultera la base de données en ligne de l'Institut de statistique de l'UNESCO à l'adresse suivante : www.uis.unesco.org.

Figure 5
**Le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire
 dans certains pays africains, 2003-2005**



Source : Division de statistique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

38. Grâce à cet élargissement de l'accès à l'école primaire, les taux d'alphabétisation de la jeunesse africaine ont augmenté, passant d'une moyenne de 64,8 % entre 1985 et 1994 à 72,5 % pour la période 1995-2005. Comparée aux autres régions du continent, cette progression est la plus impressionnante dans les pays d'Afrique du Nord, où le taux d'alphabétisation est passé de 66,7 % à 84,3 %. Les résultats sont plus encourageants encore si l'on considère le fait que les progrès concernent tout particulièrement les jeunes femmes, ce qui devrait réduire la disparité entre les sexes en matière d'alphabétisation. Le taux d'alphabétisation des jeunes Africaines est ainsi passé de 58 % à 66,9 %, soit une progression plus importante que pour les jeunes hommes (de 72 % à 78,4 %). Les gains les plus remarquables concernent les pays d'Afrique du Nord, où les taux d'alphabétisation des jeunes filles ont augmenté de plus de 20 points de pourcentage entre 1985-1994 et 1995-2005.

39. L'augmentation importante de la scolarisation dans l'enseignement primaire en Afrique, en particulier dans les régions autres que l'Afrique du Nord, est un progrès important, mais il est indispensable que les enfants terminent le cycle d'études primaires. En fait, 60 % des enfants africains seulement, si l'on exclut l'Afrique du Nord, terminent l'école primaire. De façon générale, si les enfants sont amenés à quitter l'école, c'est pour plusieurs raisons, notamment les frais de scolarité, le revenu de leur travail auquel doit renoncer leur famille, les soins que les filles en particulier doivent dispenser dans le ménage et la médiocre qualité de l'enseignement. Sur ce dernier point, le fait que les classes sont surchargées en raison du grand nombre d'élèves par maître compromet considérablement la qualité

de l'enseignement et de l'acquisition des connaissances dans beaucoup de pays africains.

40. L'accès aux niveaux secondaire et supérieur demeure inadéquat en Afrique, en particulier en dehors de l'Afrique du Nord. Le taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire, en Afrique subsaharienne, est passé de 25 % seulement en 2000 à 32 % en 2005. On retrouve un tableau semblable, dans l'enseignement supérieur, qui demeure considérablement en retard par rapport à d'autres régions du monde, le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur ne dépassant pas 5 % (en 2005). À titre de comparaison, l'Afrique du Nord a notablement augmenté le nombre d'élèves et d'étudiants. Par exemple, des pays comme l'Algérie et le Maroc ont vu les taux de scolarisation bruts dans l'enseignement secondaire passer de 75 à 83 % et de 41 à 49 % respectivement, entre 2002 et 2005. Sur la même période, le taux de scolarisation dans le supérieur, en Tunisie, est passé de 23 à 30 %.

B. Santé publique

41. Par rapport à d'autres régions du monde, les pays africains se caractérisent par un mauvais état de santé général, comme le montrent des indicateurs tels que le taux d'infection par le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, la mortalité juvénile et maternelle. Toutes les régions de l'Afrique à l'exception de l'Afrique du Nord demeurent gravement touchées par le VIH et le sida. Environ 68 % des 33,2 millions de personnes qui, dans le monde, vivent avec le VIH ou le sida sont des Africains (en dehors de l'Afrique du Nord), bien que le taux de prévalence du VIH chez les adultes varie entre moins de 2 % dans certains pays du Sahel et plus de 15 % dans beaucoup de pays de l'Afrique australe (ONUSIDA, 2007). Bien que le taux de prévalence du VIH dans la population adulte en Afrique subsaharienne soit légèrement en baisse, de 5,8 % en 2001 à 5 % en 2007, le sida demeure la principale cause de morbidité et de mortalité des Africains (ONUSIDA, 2007).

42. La proportion de femmes contaminées par le VIH est élevée et elle augmente. En fait, les femmes représentent désormais 61 % de la population infectée en Afrique subsaharienne. Les jeunes, en particulier les jeunes femmes, sont plus vulnérables au risque de contamination par le VIH que les adultes dans la force de l'âge. Environ 4,3 % des jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans en Afrique subsaharienne sont contaminées par le VIH contre 1,5 % des jeunes hommes (ONUSIDA, 2006). La vulnérabilité des femmes et filles à la contamination par le VIH est surtout liée aux inégalités profondes entre les sexes, aux normes sociétales, et à la discrimination, indépendamment des raisons physiologiques.

43. En dehors du sida, la tuberculose et le paludisme sont les principales maladies infectieuses à l'origine de la morbidité et de la mortalité en Afrique. À ce sujet, si la situation se dégrade dans d'autres régions du continent, elle s'améliore en Afrique du Nord (tableau 4).

Tableau 4

La tuberculose : incidence, prévalence et mortalité en Afrique

	Afrique du Nord			Afrique subsaharienne		
	1990	2000	2005	1990	2000	2005
Incidence de la tuberculose – nombre de nouveaux cas pour 100 000 habitants (personnes contaminées par le VIH exclues)	54	50	44	148	253	281
Taux de prévalence de la tuberculose – nombre de cas existants pour 100 000 habitants (personnes contaminées par le VIH exclues)	59	53	44	331	482	490
Mortalité due à la tuberculose – nombre de décès pour 100 000 habitants (personnes contaminées par le VIH exclues)	5	4	3	37	54	55

Source : Division de statistique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

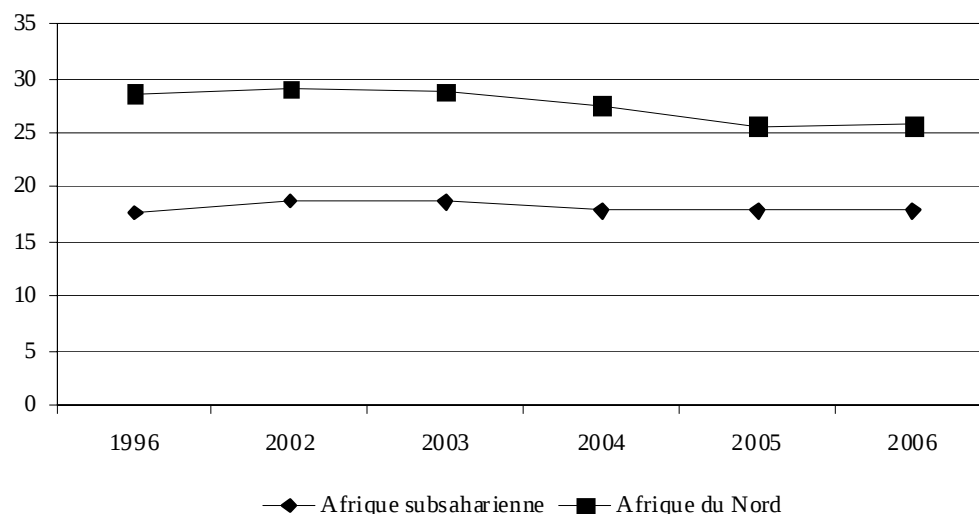
44. Le paludisme est la principale cause de mortalité juvénile et d'anémie chez les femmes enceintes en Afrique. L'utilisation de moustiquaires traitées aux insecticides par les enfants de moins de 5 ans dans les zones impaludées aurait augmenté, passant de 2,1 % en 2001 à 5 % en 2005, mais l'ampleur des besoins demeure considérable (OMS, 2006).

45. Dans l'ensemble, si les taux de mortalité juvénile s'améliorent en Afrique depuis 1990, on observe d'importantes disparités dans l'ensemble du continent. Certains pays, en particulier en Afrique du Nord, ont beaucoup plus progressé dans la lutte contre la mortalité infantile et postinfantile que les pays subsahariens. De même, la mortalité maternelle, qui demeure un grave problème de santé publique dans toutes les régions de l'Afrique, sauf l'Afrique du Nord, n'a baissé que lentement, de 920 décès pour 100 000 naissances vivantes, en 1990 à 900 en 2005. Le taux de mortalité en Afrique du Nord a baissé beaucoup plus fortement, passant de 250 à 160 décès pour 100 000 naissances vivantes entre 1990 et 2005 (OMS, 2007).

C. Les jeunes Africains ont toujours beaucoup de mal à trouver du travail

46. Les jeunes Africains, le plus souvent, entrent sur le marché du travail avec des perspectives assez sombres, et ils finissent souvent par se trouver au chômage, à être sous-employés ou bloqués dans des emplois mal rémunérés dans les secteurs non structurés de l'économie. Le taux de chômage des jeunes demeure élevé, à 18 % en moyenne dans le continent, Afrique du Nord exclue (OIT, 2006). Par contraste, ce taux de chômage en Afrique du Nord diminue légèrement : il était de 28,6 % en 1996 et de 25,7 % en 2006 (fig. 6). En dehors de l'Afrique du Nord, les jeunes femmes ont des taux de chômage moins élevés que les hommes, mais cela ne veut pas dire pour autant qu'elles ont un accès plus large au marché du travail. Au contraire, ces jeunes femmes n'ont pas la possibilité de chercher activement un emploi dans le secteur moderne et doivent souvent accepter de travailler dans des secteurs non structurés de l'économie, ou de rester sans emploi. En Afrique du Nord, plus nombreuses encore sont les jeunes femmes qui demeurent en dehors du marché du travail pour des raisons culturelles.

Figure 6
Le taux de chômage des jeunes en Afrique



Source : Organisation internationale du Travail, principaux indicateurs du marché du travail, version 5 (CD-ROM).

47. Alors que le taux de chômage mesuré ne donne qu'une idée très limitée du mal qu'ont les jeunes Africains à trouver un emploi, il ne révèle pas complètement la situation, en particulier s'agissant du caractère convenable des emplois trouvés. À ce sujet, l'OIT estime qu'il y avait 45 millions de jeunes en Afrique, en dehors de l'Afrique du Nord, qui, en 2005, travaillaient, et pourtant, se trouvaient en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 1 dollar par jour (OIT, 2006). Le taux de pauvreté des jeunes travailleurs dans les régions autres que l'Afrique du Nord n'a que très légèrement baissé et au cours des 10 dernières années, il était de 59 % en 1995 et de 57,7 % en 2005. Par comparaison, le taux moyen de pauvreté parmi les jeunes travailleurs en Afrique du Nord était inférieur à 4 % durant la même période.

D. Égalité des sexes

48. Les efforts faits pour encourager une plus grande égalité des sexes, une plus grande équité et l'autonomisation des femmes en Afrique ont progressé sur plusieurs fronts ces dernières années. Par exemple, 51 pays Africains ont ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et 17 ont signé le protocole facultatif. Beaucoup de pays ont conformé leur législation aux dispositions de la Convention. De plus, entre 1995 et 2005, 48 pays africains ont dressé des plans d'action pour réduire la pauvreté comprenant des méthodes visant à améliorer l'équité. Certains pays africains ont également pris des mesures pour aider les femmes chefs d'entreprise en ouvrant les caisses de microcrédit et en développant l'enseignement de la gestion d'entreprise.

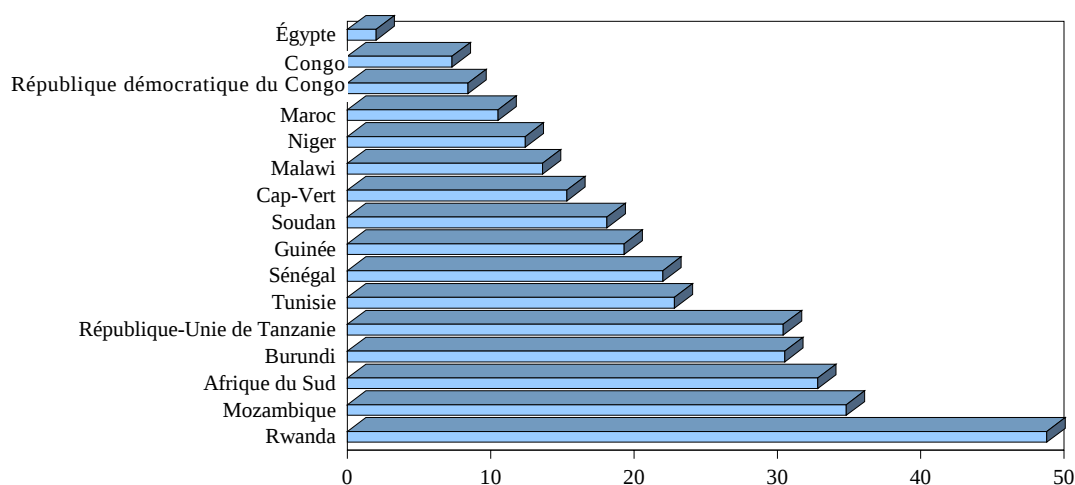
Participation des femmes à la vie publique

49. Alors que beaucoup de pays ont considérablement accru la proportion d'élues dans leur parlement, l'égalité des sexes et le principe d'équité ne sont pas toujours pleinement intégrés dans la démocratisation de la vie politique et les femmes restent sous-représentées dans la plupart des structures de pouvoir et dans les instances dirigeantes.

50. Dans les parlements africains, le nombre d'élues demeure inférieur à la moyenne (fig. 7). En Afrique, cette moyenne est de 15,5 %; elle est de 10,6 % en Afrique du Nord et de 17,1 % dans les autres régions du continent, ce qui signifie que beaucoup de pays sont encore en deçà du critère de 30 % fixé à Beijing. Cinq pays africains seulement ont atteint cette proportion de 30 % d'élues au parlement (le Rwanda, le Mozambique, l'Afrique du Sud, le Burundi et la République-Unie de Tanzanie), le Rwanda atteignant le record mondial, à 48,8 %, mieux encore que la moyenne de 40 % que l'on trouve dans les parlements des pays scandinaves.

Figure 7

Pourcentage d'élues dans les parlements (chambre basse ou chambre unique) de certains pays africains (situation au 30 novembre 2007)



Source : Union interparlementaire.

E. Les personnes âgées

51. Contrairement à ce qu'on croit habituellement, le nombre de personnes âgées de plus de 60 ans en Afrique est important et augmente très rapidement. En 2007, on estimait que la population de personnes âgées atteignait 50,5 millions en 2007, soit plus de 5 % de la population. De plus, le nombre de personnes âgées en Afrique augmentera à un taux annuel de 3,1 % entre 2007 et 2015, puis de 3,3 % entre 2015 et 2050, taux qui est plus rapide que le taux d'accroissement de l'ensemble de la

population. De ce fait, en 2050, on prévoit qu'il y aura plus de 206 millions de personnes âgées en Afrique, soit 10,4 % environ de la population africaine⁶.

52. L'Afrique du Nord et l'Afrique australe sont les régions du continent où le vieillissement de la population est le plus rapide. En 2007, ces personnes âgées représentaient 7 % et 6,9 % respectivement de la population de ces deux régions. Les projections indiquent que la proportion de personnes âgées en Afrique du Nord augmentera rapidement et pourrait atteindre 8,2 % en 2015. La situation sera assez semblable en Afrique australe, mais la progression sera moins rapide. En 2015, les personnes âgées représenteront entre 4,3 % et 5,1 % de la population totale de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest.

53. La croissance rapide du nombre des personnes âgées en Afrique pose un problème difficile à résoudre étant donné l'absence de systèmes publics adéquats d'aide aux personnes âgées. Cela ne peut qu'alourdir le fardeau qui pèse sur les familles, quand on sait que les personnes âgées sont soignées par la famille élargie. L'augmentation du taux de dépendance qu'implique l'augmentation rapide du nombre de personnes âgées réduira les gains résultant de la croissance et de l'augmentation des dépenses publiques et leur effet sur le niveau de vie en général et sur la réduction de la pauvreté en particulier.

VI. Les perspectives pour 2008 sont meilleures en dépit de certains risques

54. Malgré les risques, à moyen terme, les perspectives de l'Afrique demeurent positives. La croissance économique réelle, selon les projections s'accélérerait un peu, de 5,8 % en 2007 à 6,2 % en 2008 (fig. 8). Parmi les cinq régions distinguées, c'est l'Afrique de l'Est qui continuerait à avoir le taux de croissance le plus élevé, à 6,6 %; viennent ensuite l'Afrique de l'Ouest (6,4 %), l'Afrique australe (6,3 %), l'Afrique du Nord (6,1 %), et l'Afrique centrale (5,4 %). Grâce à l'augmentation de la production pétrolière et à la robuste croissance enregistrée au Nigéria, c'est en Afrique de l'Ouest que la croissance du PIB s'accélérerait le plus. Cependant, il est à noter que si les violences postélectorales au Kenya ne sont pas réglées, cela pourrait avoir des effets négatifs sur la croissance en Afrique de l'Est en 2008.

55. La réalisation des taux de croissance projetés en Afrique dépendra de la mesure dans laquelle le ralentissement de l'économie américaine retentira sur l'économie mondiale. On fait l'hypothèse que la robuste demande de produits de base exportés par l'Afrique et leurs cours élevés se maintiendront, grâce à une forte croissance en Asie et en l'absence de ralentissement appréciable de la croissance en Europe. La poursuite d'une bonne gestion de l'économie et l'amélioration de la situation sur le plan de la gouvernance et de la sécurité devraient également contribuer à cette évolution favorable, même les conflits et l'insécurité persistant.

56. En revanche, de nouveaux risques pèsent sur la croissance de l'Afrique à moyen terme. Tout ralentissement substantiel et tout ajustement défavorable, dans l'économie mondiale, serait susceptible de réduire la demande d'exportations en provenance de l'Afrique. Une baisse de la demande et des cours aurait des effets

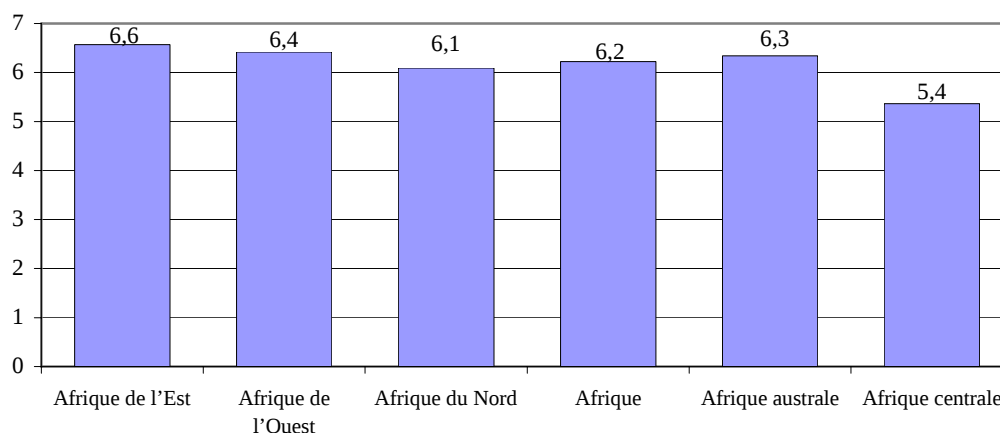
⁶ Voir : Division de la population du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, *Perspectives de la population mondiale : la révision de 2006*, <http://esa.un.org/unpp>.

contraires à la croissance. Les fluctuations des cours du pétrole ne peuvent qu'affecter gravement la croissance dans les pays importateurs de pétrole. L'Afrique a également besoin de gérer les risques qui pèsent sur ses perspectives de croissance par suite de fluctuations imprévisibles des apports de capitaux extérieurs, en particulier l'aide, et en raison de l'appréciation des monnaies, qui peut compromettre la compétitivité internationale des pays africains. Les changements imprévisibles du climat et les conflits sont des facteurs qui peuvent également retentir sur les perspectives de croissance de l'Afrique en 2008.

57. À moyen et à long terme, l'Afrique doit diversifier les sources de croissance afin de réduire la vulnérabilité aux chocs extérieurs, créer des emplois convenables et accélérer les progrès vers la réalisation des OMD. Il est également essentiel que l'Afrique introduise des stratégies efficaces de lutte contre les épidémies telles que le sida et le paludisme et amortissent leur impact économique et social.

Figure 8

Taux de croissance projeté, par sous-région, en 2008 (pourcentage)



Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, octobre 2007.

VII. Conclusion : les principaux problèmes économiques et sociaux en Afrique

58. L'examen des évolutions économiques et sociales récentes en Afrique amène à retenir plusieurs questions qui devraient occuper d'urgence les équipes dirigeantes et des spécialistes du développement.

A. Accélération et entretien de la croissance

59. L'analyse montre que les pays africains ont, pour la troisième année consécutive, enregistré une bonne performance économique, avec un taux de croissance moyen de 5,8 %. Cette bonne performance s'explique par plusieurs facteurs, notamment le niveau élevé de la demande et des cours des produits de base et l'augmentation de la production dans plusieurs secteurs essentiels tels que

l'agriculture et les services. Mais la croissance en Afrique demeure instable en raison de l'insuffisante diversification économique et de la faiblesse des investissements consacrés aux secteurs sociaux, par rapport aux objectifs de développement social de l'Afrique. Parmi les autres mesures à prendre, l'Afrique doit augmenter les investissements d'équipement et les investissements consacrés au développement du capital humain et promouvoir l'investissement privé pour diversifier les sources de croissance et maintenir des taux de croissance élevés et stables.

B. Les avantages et les inconvénients des cours élevés du pétrole

60. Si les cours du pétrole demeurent élevés, l'Afrique aura du mal à préserver sa croissance et la stabilité de son économie à moyen terme. L'augmentation des coûts de l'énergie paralyse l'investissement et la croissance dans beaucoup de pays africains importateurs de pétrole qui sont déjà aux prises avec d'autres difficultés qui pèsent sur la stabilité de l'économie, et notamment l'intensification des pressions inflationnistes et l'alourdissement des déficits budgétaires et commerciaux. Outre qu'ils devront veiller à une bonne gestion macroéconomique, les pays importateurs de pétrole devront recevoir une aide extérieure plus importante pour préserver leur croissance et amortir l'instabilité des taux de croissance. Les pays exportateurs de pétrole doivent gérer les recettes pétrolières de façon à diversifier les sources de croissance et la structure des exportations et éviter une appréciation excessive de leur monnaie et l'accumulation de réserves de devises.

C. Traduire les engagements de financement du développement en actions concrètes

61. Les faits montrent que les donateurs ont en partie traduit les engagements qu'ils ont pris dans le Consensus de Monterrey en mesures concrètes et cela donne à penser que des progrès substantiels ont été faits dans le domaine de l'allègement de la dette extérieure. Par contraste, les progrès ont été très limités sur d'autres points essentiels pourtant inscrits dans le Consensus. Le suivi des engagements pris à la fois par les pays africains et par leurs partenaires de développement est indispensable si l'on veut que les objectifs du Consensus de Monterrey soient bien réalisés. Les dirigeants africains l'ont reconnu et ils ont mis en place un mécanisme de suivi de l'application de leurs engagements et de ceux de leurs partenaires de développement. L'officialisation récente de la Conférence ministérielle africaine sur le financement du développement est une décision audacieuse qu'ont prise les dirigeants africains à cet effet. Il convient de mentionner que, lors de la dixième Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tenue à Addis-Abeba, en janvier 2008, les dirigeants africains ont pris la décision de prier les pays africains de participer pleinement aux sessions d'examen de 2008 de la Conférence internationale de suivi du financement du développement, pour passer en revue l'application du Consensus de Monterrey; cet examen est prévu du 29 novembre au 2 décembre 2008 à Doha.

62. La communauté internationale a mis en place un mécanisme qui lui permet de suivre la performance des donateurs. Le Forum pour le partenariat avec l'Afrique et

le Groupe d'étude des progrès réalisés en Afrique suivront les progrès accomplis dans l'application des principaux engagements relatifs au financement du développement. En fin de compte, l'efficacité de ces mécanismes de suivi sera déterminée par leur aptitude à transformer les engagements pris par les partenaires de développement en décisions précises. Ce n'est en effet que de cette façon que les pays africains pourront obtenir des résultats importants sur le front de la réduction de la pauvreté et poser les bases d'un avenir meilleur pour les Africains.

D. Traduire la croissance économique en développement social

63. La vigueur de la performance économique en Afrique, ces dernières années, ne s'est pas traduite par des gains importants en matière de développement social. Les gouvernements africains doivent non seulement augmenter les investissements qu'ils consacrent aux secteurs sociaux, en particulier l'éducation et la santé publique, mais aussi améliorer l'efficacité des dépenses sociales. En même temps, il faut augmenter les dividendes de la croissance en ciblant mieux les créations d'emplois dans le cadre d'une politique économique et de politiques sectorielles plus ambitieuses et plus flexibles.

E. Politiques suivies en faveur des groupes socialement exclus

64. Les gouvernements africains et leurs partenaires doivent suivre des stratégies visant à garantir que la croissance économique profite bien aux groupes socialement exclus, notamment les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les personnes vivant avec le sida. Les gouvernements africains doivent à la fois accroître les investissements publics consacrés aux services sociaux en faveur de ces groupes et envisager des politiques qui élargissent leur accès à l'éducation, à la formation, aux soins de santé et au marché du travail et, de façon générale, défendent leurs droits de l'homme. En même temps, les partenaires de développement doivent utiliser leur programme d'aide à l'appui de ces objectifs. À plus long terme, une société soucieuse de n'exclure personne aidera les pays à demeurer politiquement et socialement stables, ce qui devrait améliorer leur potentiel de croissance.

Références

Banque mondiale, 2007, *World development indicators* – base de données en ligne, Washington.

Banque mondiale/FMI, 2005, *Global monitoring report 2005: Millennium Development Goals: from consensus to momentum*, Washington.

Commission économique pour l'Afrique, 2007a, *Efficient public service delivery in Africa: perspectives and policy and institutional framework*, Addis-Abeba.

_____, 2007b, *Accélérer le développement de l'Afrique par la diversification : le rapport économique sur l'Afrique, 2007*, Addis-Abeba.

_____, 2008, *L'Afrique et le Consensus de Monterrey. Performances et progrès du continent : rapport économique sur l'Afrique, 2008* (à paraître), Addis-Abeba.

Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, 2007a, base de données sur l'Afrique, Nations Unies, New York, octobre 2007.

_____, 2007b, *LINK global economic outlook*, Nations Unies, New York, mai 2007.

Economist Intelligence Unit, 2007, données en ligne, octobre 2007.

Fonds monétaire international (FMI), 2007a, base de données du FMI à l'adresse suivante : www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2006/02/data/weoselagr.aspx, Washington.

Organisation internationale du Travail (OIT), 2006, *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes*, Genève.

_____, 2007b, *Regional economic outlook: sub-Saharan Africa*, Washington.

_____, 2007c, *Statistiques financières internationales*, Washington.

Organisation mondiale de la Santé (OMS), 2006, *Rapport sur le paludisme en Afrique, 2006*, Genève.

_____, 2007, *La mortalité maternelle en 2005 : estimations élaborées par l'OMS, l'UNICEF, le FNUAP et la Banque mondiale*, Genève.

Programme commun des Nations Unies pour la lutte contre le sida (ONUSIDA), 2005, *Rapport sur l'épidémie mondiale de sida*, Genève.

_____, 2007, *Le point sur l'épidémie de sida – décembre 2007*, Genève.
